

LE PROVENCAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.086 - QUARANTIÈME ANNÉE - MARDI 31 AOÛT 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 2 fr. - Réclames : 2.75 - Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 3.0 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'Agence Havas, 5, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard
et Basses-Alpes..... 6 fr. 9 fr. 12 fr.
Autres départements et l'Algérie..... 8 fr. 11 fr. 15 fr.
Étranger (Union postale)..... 9 fr. 12 fr. 16 fr.

Les abonnements partent des 1^{er} et 15 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

De Charleroi à la Marne

Le télégraphe nous apporte, via Amsterdam, le texte des dépêches de félicitations enthousiastes que le kaiser vient d'adresser, avec accompagnement de décorations, à quelques-uns de ses généraux. Ces félicitations, reçues par les généraux von Heeringen, von Stranz, von Falkenhausen, von Fabek et autres « von » de même acabit, sont, à proprement parler, des félicitations rétrospectives. Elles ne visent pas les actuels événements de la campagne de Russie, mais se réfèrent aux faits de guerre qu'il y a un an, à l'invasion de la France qui suivit l'invasion de la Belgique.

Il est bien vrai que, en les derniers jours d'août 1914, les hordes germaniques réussirent à envahir le nord-est de la France, après avoir lâchement sacrifié la Belgique et martyrisé ses malheureuses populations. Et c'est le droit des Boches de célébrer leur gloire salie par l'infamie des pires crimes contre le Droit et contre l'humanité, puisque cette sorte de gloire est la seule dont ils puissent jamais se prévaloir. Qu'ils fêtent donc, à l'appel du chef de la bande, ces sanglants et ignominieux anniversaires !

Ce que nous savons bien, en revanche, c'est que, s'ils s'appliquent avec tant de soins à commémorer les événements de la seconde quinzaine d'août 1914, ils ne commémoreront pas ceux qui suivirent immédiatement et qui furent avec eux un assez frappant contraste : les événements de la première quinzaine de septembre.

S'ils fêtent les faits de guerre qui précédèrent et qui accompagnèrent la bataille de Charleroi, les Boches ne fêteront pas assurément la bataille de la Marne. Il est vrai que, officiellement, cette bataille de la Marne est ignorée en Allemagne, où les journalistes aussi bien que les orateurs du gouvernement et ceux du Reichstag l'ont passée sous silence. Mais pour ne pas avoir été rendue publique de l'autre côté du Rhin, la victoire française de septembre 1914 n'a pas moins existé et elle n'a pas moins accompli son œuvre libératrice, tout en affirmant à la face de nos ennemis l'admirable valeur de nos chefs avec la magnifique héroïsme de nos soldats. Ignorée, tout au moins en apparence, par une puissance envahie d'égoïsme, la victoire de la Marne a été connue dans tous les autres pays de l'univers : on peut dire qu'elle révéla au monde les prodigieuses mérites de la France et sa gloire, — une gloire dont l'éclat ne s'est plus terni.

Et le kaiser n'est d'ailleurs pas très heureusement inspiré lorsqu'il s'attarde à ses souvenirs des derniers jours d'août 1914 comme à la période la plus brillante de l'offensive allemande dirigée contre nous. Car tandis que cette période se déroulait, tandis que, au lendemain de la bataille de Charleroi, ses hordes se précipitaient sur notre territoire, tandis que nos soldats se repaillaient devant l'irruption germanique, la générale manœuvre par laquelle Joffre préparait ce qui allait être la bataille de la Marne commençait déjà de s'élaborer. La bataille de la Marne prend date du 9 au 12 septembre 1914. Mais en fait, on sait qu'elle était déjà virtuellement en œuvre dans les ordres si nets, si précis et si énergiques que le généralissime français lançait dès le premier jour de la retraite.

La bataille de Charleroi va du 22 au 24 août 1914. Dès le 25 août, un premier ordre est envoyé du quartier général français, ordre par lequel, après avoir constaté que la manœuvre offensive n'a pu être exécutée, le général Joffre fixait la façon dont devaient être réglées les opérations ultérieures. Les ordres se succèdent du 25 août jusqu'au 4 septembre, prévoyant tout, réglant tout. Dans le même moment où, en présence du mouvement de repli français qui se précipite de jour en jour, les Allemands se croient déjà les maîtres de Paris et de la France, notre haut commandement se fait le patient ouvrier d'une prompte revanche. Quand l'heure de cette revanche a sonné, Joffre adresse aux armées — c'est le matin du 6 septembre — sa fameuse proclamation, la proclamation où il disait : « Au moment où s'engage une bataille dont dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière ; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à rejeter l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devant, celle qui ne peut plus reculer, celle qui se fait tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

De la bataille qui allait se livrer, dépendait en effet, comme le déclarait le généralissime, le salut du pays. Grâce au sublime effort de nos combattants

qui, en dépit des terribles fatigues et des horribles périls bravés dans les premières semaines de la guerre, avaient accompli sous la direction experte de leurs chefs de véritables prodiges d'héroïsme, la bataille fut une victoire pour nos armes. Et cette victoire n'assura pas seulement le salut du pays, mais aussi celui de la civilisation, celui de la liberté de l'Europe et du monde.

Le kaiser a beau dire et l'Allemagne a beau faire : nos ennemis, quels qu'aient été depuis lors leurs avantages sur d'autres fronts, ne sont pas relevés du coup qui leur a été porté sur les bords de la Marne dans la première quinzaine de septembre. C'est là que s'est dressé victorieusement le vivant obstacle contre lequel se brisa le flot de l'invasion germanique. C'est là que les soldats de la civilisation ont dit aux Barbares : « Vous ne passerez pas ! » Et c'est là que les Barbares reculèrent...

Laissons les Boches célébrer bruyamment les anniversaires qui leur tiennent à cœur. Ces anniversaires rappellent les premiers succès militaires de l'Allemagne en cette formidable guerre déchaînée par elle, les succès grâce auxquels l'Allemagne avait cru se débarrasser de la France et devenir ainsi maîtresse d'imposer sa domination aux autres peuples de l'Europe et du monde. Mais ne savons-nous pas que le fait décisif de la victoire de la Marne fit irrémédiablement échouer la monstrueuse entreprise ?

Le souvenir immortel de la bataille de la Marne répond victorieusement à tous ceux que les Boches commémorent depuis quelques jours : apprêtons-nous à le célébrer à la gloire de la France et de ses alliés !

CAMILLE FERDY.

IL Y A UN AN

Lundi 31 Août

La retraite des alliés se poursuit méthodiquement sur la Seine, l'Oise et la Haute-Meuse. Les Allemands occupent Givet, Entre la Meuse et Rethel, de vifs combats sont engagés. Sur l'ordre du généralissime, le gros de l'armée française prend fortement position sur l'Aisne, le Vesle, Reims et Verdun.

Un nouveau traité survole Paris, il laisse tomber des bombes qui ne causent que des dégâts insignifiants.

Les succès de l'armée russe en Prusse orientale sont confirmés ; les avant-gardes russes s'approchent de Königsberg dont on annonce le prochain investissement.

Les Serbes victorieux marchent sur Serajevo.

Les Grandes Batailles de l'Histoire et les Pertes d'Hommes

De la Revue Hebdomadaire :

En comparant, depuis le début du dix-neuvième siècle, les pertes subies dans les batailles les plus sanglantes, on arrive à cette conclusion, d'apparence paradoxale, que, jusqu'à la guerre actuelle, ces pertes étaient loin d'être proportionnées aux progrès de l'armement.

Mais, tout a changé depuis 1914, et jamais, à aucune époque, ni dans aucun pays, les résultats des combats ne furent aussi sanglants que de nos jours.

A Marsing (14 juin 1809). — 30.000 Français sont opposés à 35.000 Autrichiens ; les pertes en morts, blessés et prisonniers sont de 25.000 pour 100 pour l'ennemi, soit 7.700 hommes, et de 20 pour 100, soit 6.000 hommes, pour les nôtres.

A Iéna (1^{er} octobre 1806). — 45.000 Français perdent 9 pour 100 de leur effectif, ou 4.050 hommes ; 70.000 Prussiens perdent 33 pour 100 de leur, ou 23.100 combattants.

A Eylau (7 février 1807). — 53.000 Français ont 9.540 hommes hors de combat, c'est-à-dire 18 pour 100 de leur effectif, et 72.000 Russes perdent 30.950 hommes, c'est-à-dire 43 pour 100 de leur.

A Waterloo (18 juin 1815). — 72.000 Français ont 30 pour 100 de pertes ou environ 21.600 hommes ; les alliés, au nombre de 156.000 combattants, ont 20 pour 100, ou 31.200 hommes à terre.

A Solferino (23 juin 1859). — 125.000 Français battent 150.000 Autrichiens. Les premiers perdent 8.750 soldats, ou 7 pour 100 en tués ou blessés ; la défaite coûte aux autres 22.500 des leurs, ou 18 pour 100.

A Froeschviller (6 août 1870). — Les Français, au nombre de 38.000, ont 6.080 hommes hors de combat (16 pour 100) ; les Allemands, au nombre de 120.000, en ont 8.400 (7 pour 100).

A Rezonville (16 août 1870). — 130.000 Français perdent 9 pour 100 de leur effectif, c'est-à-dire 11.700 hommes ; 300.000 Allemands perdent 10 pour 100 de leur, soit 30.000 hommes.

A Liaoyang (août-septembre 1904). — 95.000 Russes perdent 11.400 hommes, représentant 12 pour 100 de leur armée ; 100.000 Japonais en perdent 19.000, représentant 19 pour 100 de leurs troupes engagées.

A Moukden (février-mars 1905). — Il y avait 320.000 Russes, qui ont perdu 20 pour 100 de leur effectif combattant, par conséquent 64.000 hommes morts, blessés ou disparus. Les Japonais, qui étaient 300.000, ont eu 42.000 hommes hors de combat, soit 14 pour 100 de leur effectif.

Ces chiffres ne sont rien, auprès de la présente guerre. Il n'est pas un de nos combats qui n'ait coûté aux Allemands, en 1914-1915, beaucoup plus d'hommes que nos différents adversaires n'en perdirent dans les grandes batailles d'autrefois. Au point de vue des pertes subies par l'ennemi, les Espagnes valent trois Marengo ; Notre-Dame-de-Lorette en vaut une demi-douzaine. La bataille de l'Yser a coûté aux troupes impériales dix fois plus qu'Iéna. La bataille de la Marne a tué plus d'Allemands que Waterloo, Froeschviller, Rezonville et Saint-Privat réunis.

Le bombardement a fait tuer plus d'Allemands, depuis six mois, pour essayer vainement de s'approcher de Verdun à portée de canon, que Brunswick, Bülou, Mélas et Wurmsen n'en ont sacrifié tous ensemble durant les guerres de la Révolution, en luttant contre Dumouriez, Kellermann, Hoche, Marceau, Jourdan et Bonaparte.

Et rien de nous permet encore d'évaluer mieux approximativement le rendement en cadavres « des formidables et meurtrières batailles qui se livrent depuis onze mois en Prusse Orientale, en Pologne et en Galicie

394^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 30 Août.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :
A la fin de la journée d'hier, une lutte violente d'artillerie, accompagnée d'explosions de mines et de combats à coups de bombes et de grenades, s'est déroulée en Argonne; sur un grand nombre de points les tranchées ennemies ont été sérieusement endommagées.
Aux Courtes-Chausses, aux Meurissons et à Bolante, la nuit a été plus calme dans cette région, ainsi que sur le reste du front.



Un convoi de ravitaillement sur le front

PROPOS DE GUERRE

Notre manière

l'imagine le petit discours qu'a dû tenir à l'aviateur Gilbert le grand chef devant qui il s'est présenté dès son arrivée à Paris :

— Mon ami, ce que vous avez fait est louable au fond. Vous avez agi en bon patriote qui ne veut pas priver son pays de son concours. Mais votre évasion constitue une sorte d'abus de confiance. Du moment que vous avez donné votre parole d'honneur, il fallait la tenir. Un soldat français n'a qu'une parole. Vous allez retourner immédiatement où vous étiez.

Gilbert a obéi. Il est reparti pour la Suisse, où il s'est fait interné à nouveau.

Le geste n'est pas seulement très protocolaire, il est chevaleresque ; c'est du français bon cru, et ne doutez pas qu'il ait été apprécié à l'étranger où il y a des connaisseurs.

Le gouvernement suisse, que cette évasion mettrait en assez mauvaise posture vis-à-vis de nos ennemis, se montre enchanté de la façon dont l'aventure se termine. Il a même été si touché de la courtoisie du procédé qu'il a fait remercier officiellement notre ministre de la Guerre.

Gilbert achèvera donc en Suisse sa villégiature forcée. L'aviation française sera privée, jusqu'à la fin des hostilités, d'un pilote précieux, mais la France aura montré, une fois de plus, quelle respect, même dans les détails, les conventions et de quelle saine honneur au-dessus de son intérêt.

Ce geste chevaleresque, n'en doutons pas, fera rire la mauvaise foi allemande. Qu'est-ce que ça fait ! C'est avec de semblables sentiments, et non avec de la grosse artillerie, qu'on est un grand peuple.

ANDRÉ NEGIS

Encore un Prisonnier français qui sauve un Gamin allemand

Genève, 30 Août.

Mardi dernier, comme une colonne de prisonniers rentrait au camp de Chedruif, un Français se jeta à l'eau et sauva un gamin allemand qui venait de tomber dans un bassin vaste et profond.

Interdiction du Commerce avec les Austro-Allemands

Nous lisons dans l'Officiel :
M. Guichard, député de Vaucluse, signale à M. le ministre de l'Agriculture que des commerçants peu scrupuleux envoient journellement des quantités considérables de fruits, légumes, de vins et même de blés, dans un état voisin, ou ces marchandises qui ont été achetées à des prix au-dessus des cours sont ensuite expédiées dans les pays ennemis ; et demande au ministre quelles sont les mesures qu'il a prises ou compte prendre pour empêcher un pareil commerce qui peut avoir une conséquence à la Défense nationale. (Question du 6 août 1915).

Réponse : L'exportation des blés a été prohibée par le décret du 31 juillet 1914, celle des légumes par le décret du 4 février 1915 ; celle des vins par un décret du 20 août 1915. La Commission des dérogations n'accorde l'autorisation d'exporter à destination des pays neutres les produits ci-dessus désignés qu'après un examen approfondi des motifs présentés pour justifier la demande d'exportation.

En ce qui concerne les fruits, qui ne constituent pas des produits de première nécessité, la prohibition primitivement édictée par le décret du 26 octobre 1914, n'a pas été maintenue par le décret du 21 décembre 1914. Mais le ministre de l'Agriculture se réserve, dans le cas où des abus seraient constatés, de provoquer le rétablissement de la prohibition de sortie.

Le Retour de l'Aviateur Gilbert en Suisse

Paris, 30 Août.

Le correspondant du Journal, à Genève, dit que Gilbert, en arrivant à Genève, paraissait très déprimé. Lorsqu'il s'était évadé, il avait cru, de bonne foi, s'être délié de sa parole d'honneur.

En Suisse, on se montre très satisfait de cette décision, et toute la presse rend hommage à la parfaite correction du gouvernement français.

Le major Simon, qui a reçu Gilbert, a déclaré :
« La décision du gouvernement français, aussi heureuse qu'élegante, a produit une



L'aviateur Gilbert

excellente impression sur notre haut commandement ».

M. Decoppet, conseiller général et chef du département militaire a dit :
« Je suis enchanté de cette solution. On ne pouvait en imaginer de meilleure ».

Paris, 30 Août.
M. Lardy, ministre plénipotentiaire de Suisse, s'est rendu en personne au ministère de la Guerre, pour exprimer à M. Millerand les remerciements du gouvernement suisse à l'occasion de la décision courtoise et chevaleresque prise par le gouvernement français concernant le sous-lieutenant aviateur Gilbert.

Berne, 30 Août.
L'aviateur Gilbert, accompagné du capitaine suisse Dufour, est arrivé dimanche après-midi à Berne, où il a été reçu par l'état-major, qui lui a déclaré le regarder comme officier interné, sans avoir donné sa parole.

Gilbert a été conduit le soir, en auto, à la station de Konflingen, où il est monté dans le direct de Luterne et du Saint-Gothard, pour arriver à Göschenen, à 2 heures du matin.

Il repartira dans la matinée pour Hospental, où il sera de nouveau interné.

Tous les journaux constatent que la décision du gouvernement français et le retour de Gilbert produisent en Suisse la meilleure impression.

LA GUERRE

Les Russes se dérobent à l'emprise allemande

Le Havre, 30 Août.

M. Delcassé, ministre des Affaires Étrangères, est arrivé, ce matin, à 11 heures. Après avoir déjeuné en compagnie de MM. de Broqueville, président du Conseil de Belgique, et de Taton, commissaire du gouvernement français ; Klobukovsky, ministre de France en Belgique, et Benoist, sous-préfet, il est allé rendre une visite de courtoisie à son collègue belge. Il repartira ce soir, à 5 heures.

LA SITUATION

— De notre correspondant particulier —

Paris, 30 Août.

Un neutre qui revient d'Allemagne, résume ainsi ses impressions, qu'un député a commentées à un de nos confrères :

Ma conviction raisonnée est que l'Allemagne va au désastre. C'est la course à l'abîme ! Certes, elle luttera longtemps, et n'est pas au terme de son effort, mais le spectateur impartial est obligé de constater des signes manifestes d'épuisement. Le violent désir populaire de la paix n'est-il pas un symptôme significatif ? On voit chez elle des traces d'usure et de fatigue, qui ne se rencontrent pas en France. Que votre pays tienne jusqu'au bout, qu'il résiste à toutes les suggestions de paix, qu'il continue à lutter avec sa belle vaillance qui fait l'admiration de vos ennemis eux-mêmes, qu'il résiste encore quelque temps à la poussée germanique chaque jour moins forte avec la noble fierté que j'ai vue dans le regard de vos soldats prisonniers à Berlin, vous écraserez l'Allemagne ! Elle me paraît approcher du point suprême de la puissance qui touche au déclin.

L'ennemi tiendra encore, oui... Il multiplie ses efforts et ses intrigues pour dissocier les alliés et pour impressionner les neutres. Peut-être est-il arrivé, comme il le dit, à attirer la Bulgarie dans son sillage. L'événement aurait de quoi surprendre, malgré tout, et de quoi affliger, mais il serait surtout redoutable pour la Bulgarie.

Ugolin devrait ses enfants pour leur consacrer un père. La Bulgarie sacrifierait sa mère, la Russie, pour lui consacrer sa fille. Le sentiment français, fait de droiture et de noblesse, se révolte à la pensée de telles attitudes, mais il y a autre chose que la nation française ne comprend pas, ce sont les lenteurs apportées à la solution d'une situation intolérable.

Diplomatiquement ou par la force, il faut en finir. L'entente en la moyens, les peuples le savent, ils attendent de leurs gouvernements la décision que comportent les événements.

La lutte d'artillerie se poursuit, très vive, sur notre front, et nos avions continuent leur admirable besogne, excitant l'enthousiasme de nos troupes qui attendent, confiantes, l'heure où elles interviendront à leur tour.

En Russie, l'ennemi devient très actif sur ses ailes, après avoir obligé le centre russe à un recul. La pression continue des Austro-Allemands, oblige nos alliés à la retraite entre Riga et Dwinsk, au Nord, et au delà de Iva-Lepa, au Sud.

MARIUS RICHARD.

Une Opinion allemande sur le général Joffre

Paris, 30 Août.

L'Echo de Paris reproduit cette opinion de la Gazette de Cologne sur le général Joffre :
Même si le général Joffre ne doit pas être qualifié de génie, on est pourtant obligé de lui laisser la réputation d'un général hors pair, qui s'étend à tirer profit des leçons reçues de l'ennemi.

En outre, il a l'habileté de réprimer l'accession d'initiative hasardeuse, car il sait qu'en vue d'une grande offensive cela est absolument nécessaire.

Le manque d'hommes se fait sentir en Allemagne

Le service obligatoire jusqu'à 54 ans. L'appel des réformés.

Londres, 30 Août.

Suivant une dépêche de Copenhague au Daily Express, le correspondant du Berliner Tidende à Berlin annonce que le Reichstag a adopté une loi élevant de 45 à 54 ans l'âge du service militaire obligatoire. En outre, les hommes réformés seront appelés sous les drapeaux.

L'envoi des Colis militaires au Maroc

Paris, 30 Août.

Il résulte de nombreuses réclamations, provenant de diverses sources, que les colis envoyés aux soldats du corps expéditionnaire du Maroc, arrivent, à leurs destinataires, en très mauvais état. Souvent même, une partie de leur contenu a été détournée en cours de route.

M. Barthe, député, a demandé au ministre des Postes de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à une telle situation. Le ministre a répondu que des recommandations toutes spéciales ont été adressées par le département de la Guerre et par l'Administration aux divers services de transports en vue d'assurer l'expédition des colis par ces différents voies dans les meilleures conditions possibles.

On sait que les colis postaux adressés aux militaires du corps d'occupation du Maroc sont acheminés par les compagnies de chemins de fer, soit sur Marseille (colis pour le Maroc occidental) ou ils sont remis à la section des transports militaires de la Commission de ce port qui en assure la réexpédition gratuite jusqu'à destination, soit, par la voie de Marseille, directement sur les gares algériennes de Zouj-el-Béghal (colis pour la région nord du Maroc oriental) et de Colomb-Béchar (colis pour la région sud),

d'où l'intendance les dirige sans frais sur le centre destinataire.

La Menace austro-allemande aux pays balkaniques

L'Allemagne fait annoncer qu'elle renonce à son plan de traverser la Serbie et la Bulgarie

Londres, 30 Août.

On mande de Bucarest, au Times, le 30 août : Selon des renseignements émanant d'une source digne de foi, environ 200.000 hommes de troupes allemandes sont arrivés à Brassó (Hongrie) dans le courant de la semaine dernière.

D'autre part, on dit dans les cercles bien intentionnés que l'Allemagne a renoncé à son intention d'avancer à travers la Serbie et de la Bulgarie en raison des nombreux dangers d'une pareille entreprise. Cette information, qui a peut-être pour but de calmer l'opinion roumaine, semble en contradiction avec la notification que les voies ferrées hongroises sont bloquées et le fait que les douaniers hongrois ont retirés de Prédéal jusqu'à Brassó et que dans la région intermédiaire placée sous le contrôle des autorités militaires hongroises il est défendu aux voyageurs qui la traversent en chemin de fer de regarder par les fenêtres.

L'Action russe

Communiqué officiel russe

Pétrograde, 30 Août.

L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant :

Dans la région de Riga, on ne signale pas de changement.

Dans la direction de Friedrichstadt, après des combats opiniâtres, nos troupes se sont retirées plus à l'ouest de cette ville.

Dans les directions de Jacobstadt et de Dwinsk, vers l'ouest, il n'y a pas de changements importants.

Sur la rive droite de la Vilia, et entra cette rivière et le Niémen, les combats opiniâtres ont continué, le 27 et le 28 août, sur le front de Podherze, vers le nord de Vilia, à Novye, Troki, Ganchouki et plus loin jusqu'au Niémen.

Le front entre les sources du Bobp et le Pripet ne présente pas de changement essentiel.

Au cours de la nuit du 27 au 28 août, et le lendemain, dans cette région, il n'y a eu que des combats d'arrière-garde.

La suite des tentatives de l'ennemi qui a massé des forces importantes au sud de Wladimir-Volynskij, en vue de développer son offensive dans les directions de Loutsk, Starce et Rojitchche, dans le but de tourner le flanc droit de notre disposition en Galicie, nous avons pris des mesures pour le déplacement nécessaire de nos troupes. Ce déplacement a été exécuté les 27 et 28 août sous la protection de combats au nord-ouest de Loutsk.

La propagande ennemie pour semer l'alarme dans la population

Pétrograde, 30 Août.

La direction de l'état-major général communique la note suivante :

Entre autres indignes moyens de lutte employés par nos adversaires dans la guerre actuelle, nous devons signaler celui-ci :

Des tentatives sont faites pour répandre, par l'intermédiaire des pays neutres des appels mensongers et révoltants dénigrant les victoires de nos ennemis sous des couleurs excessives et s'efforçant d'agir sur l'opinion publique en vue d'une conclusion de la paix.

Afin d'éviter la censure et la confiscation, ces appels sont secrètement introduits au milieu de divers objets importés et vendus au public sans que l'aspect extérieur n'inspire aucun soupçon.

On en a trouvé dans des blocs de papiers photographiques adressés aux architectes, ingénieurs, écoles polytechniques ; on en a trouvé dans de fausses plaques de chocolats, etc.

Répandus ainsi par de soi-disant amis de la Russie, ces appels constituent une déformation malintentionnée de la véritable situation. Ils ont pour but de provoquer des troubles et de semer l'alarme dans les populations.

Un aéroplane russe triomphal de trois zeppelins

Pétrograde, 30 Août.

Près de Vidava, un aéroplane russe, attaqué par trois zeppelins, en a abattu un et a mis en fuite les deux autres.

Où se produira l'offensive ennemie ?

Londres, 30 Août.

On mande de Pétrograde au Times :

Les milieux militaires estiment que la grande offensive de l'ennemi se produira sur les ailes plutôt que sur le centre. Cette opinion semble déjà confirmée par la rumeur interrompue des Allemands dans la direction de Friedrichstadt pour la possession du chemin de fer Mitau-Kreuzburg et par l'importante reprise d'activité dans la région Vladimir-Volgusky, dans la direction de Klat

vers le Sud, sur le Bug supérieur, le Dnieper la Ziou-Lipa.

Le repliement russe

On mande de Pétrougrad au Daily Telegraph que le repliement russe est exécuté avec assurance et sécurité et continuera ainsi jusqu'à ce que les armées aient atteint les positions, dont nous ignorons l'emplacement exact, où les autorités affirmèrent qu'elles ont décidé d'opposer à l'ennemi une ferme résistance.

Jusqu'à la victoire!

Hier, Moscou a fait entendre sa voix ferme et résolue, affirmant que la guerre doit durer à tout prix jusqu'à la victoire et que toutes allusions à la paix doivent être repoussées jusqu'à la.

Les représentants de toutes les institutions de la province de Moscou, municipales, politiques, financières, industrielles et commerciales, se sont en effet réunis hier dans l'ancienne capitale de l'empire, et ont voté une résolution demandant la création immédiate d'un Cabinet de défense nationale, constitué par les hommes politiques les plus éminents jouissant de la confiance générale.

L'objectif allemand

Les critiques militaires estiment aujourd'hui que le caractère des combats dans la direction de Riga et de Vilna prouvent que l'objectif des convulsions allemandes est Riga et non Vilna.

Les Russes déjoignent encore le plan allemand

Le correspondant du Daily News à Pétrougrad télégraphie : Les Allemands tendent maintenant à enfoncer le front russe sur la Dwina et à provoquer ainsi l'évacuation de Riga.

Les Etats-Unis et la Guerre

M. Roosevelt critique la politique de M. Wilson Washington, 30 Août.

M. Roosevelt a fait aujourd'hui sa réponse au discours du secrétaire de la guerre pour le blocus de Plettsburg. L'ancien président critique amèrement la politique de M. Wilson. Il dit que sa timidité fut la cause de la mort de millions d'hommes et qu'une autre politique aurait prévenu les meurtres sur mer et les sanglantes révoltes mexicaines.

Pourquoi l'Allemagne cède

Le correspondant du Daily Telegraph à New-York, relève que la Westminster semble encourager la suggestion de l'apaisement du litige américano-allemand pour ramener la paix en Europe.

Le président Wilson renonce à ses vacances

Le président Wilson a décidé de renoncer à ses vacances jusqu'à ce que la situation avec l'Allemagne soit définitivement réglée.

La guerre sous-marine et les navires à passagers

Le correspondant de l'Associated Press à Washington mande les renseignements suivants : Le comte Bernstorff croit qu'il sera autorisé, sous peu, à rouvrir des discussions non formelles avec le secrétaire d'Etat, M. Lansing, en vue de l'envoi d'une note satisfaisante par l'Allemagne.

Les Etats-Unis ne sont pas prêts pour une action militaire

Une dépêche de Boston dit que les gouvernements des différents Etats ont clôturé leur session annuelle en exprimant l'opinion que les Etats-Unis n'étaient pas préparés pour une crise militaire. Les gouvernements se sont engagés individuellement à préconiser auprès des sénateurs et des représentants le vote de gros crédits militaires.

Les propositions de l'Allemagne

Le correspondant du Daily Telegraph à New-York croit savoir que le traité de l'Arabie sera réglée cette semaine et celle du Lusitania peu après.

L'action féminine

Le nombre des femmes occupant des emplois laissés vacants par les hommes partis au front est près de 100.000. Partout elles s'acquittent de leurs fonctions de façon satisfaisante.

En Allemagne

Les usines de tissage de Northon (Allemagne) ont renvoyé tous leurs ouvriers hollandais à la suite du manque de matières premières. On s'attend à ce que d'autres fabricques des environs suivent cet exemple.

La crise du coton

Les usines de tissage de Northon (Allemagne) ont renvoyé tous leurs ouvriers hollandais à la suite du manque de matières premières.

Les socialistes de Brunswick et le discours du chancelier

La feuille socialiste Volkfreund, de Brunswick, critique le discours du chancelier au Reichstag. Il déclare que l'impressionnisme qui régnait dans le discours peut se chacher des projets que le gouvernement allemand ne voudrait pas avouer ouvertement.

La Guerre en Orient

Le refus absolu de la Roumanie de laisser passer les munitions envoyées par l'Allemagne en Turquie, embarras énormément le gouvernement.

L'Italie en Guerre

Le train spécial apportant les automobiles d'ambulance offerts par l'Angleterre et accompagnés de volontaires pour les conduire, sous les ordres de lord Mouson, est arrivé ce soir à Modane.

Le lieutenant Ernesto Nathan, ancien maire de Rome, était allé à la rencontre du train, à Modane.

La gare était pavoisée aux couleurs anglaises et italiennes.

Les volontaires ont ensuite visité la ville, puis un dîner en leur honneur a été offert par le commandant du corps d'armée qui a salué les hôtes anglais au nom du gouvernement des Travaux publics, M. Ciuffoli, l'adjoint au ministre de la Guerre.

Un concert de bienfaisance à la villa Borghese

Hier après-midi à eu lieu, à la villa Borghese, un grand concert de bienfaisance. Dans l'assistance, on remarquait les ministres des Travaux publics, M. Ciuffoli, l'adjoint au maire Apolloni, et de nombreux notabilités.

Le programme comprenait les hymnes patriotiques chantés par un chœur de cinq mille écoliers.

La place de Sionno offrait un coup d'oeil magnifique. Les chœurs patriotiques des opéras de Verdi, les hymnes de Mamei et de Garibaldi, ont soulevé un enthousiasme immense et ont été bissés.

La fin du concert, l'hymne royal a été acclamé sans fin, tandis que les jeunes écoliers et tous les assistants, enthousiasmés, agitaient leurs mouchoirs et leurs chapeaux.

Les mensonges allemands

Le Taegliche Rundschau ayant publié que des masses de déserteurs italiens passent continuellement en Suisse, et que récemment, 310 déserteurs, dont deux sous-officiers, avaient passé par les montagnes du voisinage de Lugano, une note officielle déclare qu'il s'agit là du nouveau cas d'une patrouille, composée d'un petit nombre d'hommes, qui, coupée par un ennemi supérieur en nombre, s'était réfugiée en territoire suisse, plutôt que de se rendre.

Une note officielle fait remarquer que le mensonge dit par la presse, qui contenait un petit manifeste lancé par un aéroplane autrichien, et indiquant que le 30 juin, près de Podgora, des patrouilles sanitaires autrichiennes, qui voulaient recueillir des blessés italiens, auraient été prises sous le feu des Italiens, et auraient dû renoncer à leur mission. Tout cela, dit la note, est absolument faux et constitue un moyen répugnant de chercher à troubler l'Etat d'esprit des troupes italiennes. Le manifeste n'a causé aucun effet sur ces dernières, mais il y a lieu de dénoncer ces méthodes des ennemis, qui n'avaient jamais employé des armes aussi basses.

Sur Mer

Un ravitailleur auxiliaire allemand capturé sur la côte occidentale d'Afrique

Une lettre reçue, hier, par le Herald, du Congo belge, raconte la capture par les Anglais, sur la Côte Occidentale d'Afrique, du grand cargo-boat allemand, l'Idale, affrété par le gouvernement allemand pour aller ravitailler en munitions et en charbon l'escadre qui depuis a été détruite au large des îles de Falkland.

Ayant appris en route le désastre de cette escadre, l'Idale a manœuvré pendant de longues semaines dans l'Atlantique pour tenter de débarquer sa cargaison sur une possession allemande du Cameroun, dont le garnison était aux prises avec les forces françaises, mais il a fini par être surpris par le croiseur anglais, le HMS Tiptop, qui avait conté le Kaiser Wilhelm-der-Grosse, qui lui a donné la chasse et la capturé.

Les munitions et le combustible qu'il portait ont été débarqués dans la colonie anglaise de Sierra-Leone et l'équipage allemand prisonnier est en route pour l'Angleterre.

La Piraterie allemande

Les navires coulés

Le Lloyd's annonce que le vapeur anglais Sir-William-Stephenson a été coulé.

En Angleterre

Chez les mineurs

Un de nos confrères reçoit de son correspondant à Londres la dépêche suivante : « A la suite de l'interview que j'ai eue aujourd'hui avec des délégués mineurs, il n'y a plus aucun doute que la menace de grève dans les houillères de la Galles du Sud sera contrairement dissipée après la conférence de demain. »

On annonce pour cet après-midi, une conférence entre les délégués des patrons et des ouvriers mineurs, le ministre des Munitions et le président du Board of Trade.

Trois mille mineurs de la région de Monmouthshire, qui s'étaient mis en grève la semaine dernière, ont repris le travail aujourd'hui.

L'action féminine

Le nombre des femmes occupant des emplois laissés vacants par les hommes partis au front est près de 100.000. Partout elles s'acquittent de leurs fonctions de façon satisfaisante.

En Allemagne

La crise du coton

Les usines de tissage de Northon (Allemagne) ont renvoyé tous leurs ouvriers hollandais à la suite du manque de matières premières.

Les socialistes de Brunswick et le discours du chancelier

La feuille socialiste Volkfreund, de Brunswick, critique le discours du chancelier au Reichstag. Il déclare que l'impressionnisme qui régnait dans le discours peut se chacher des projets que le gouvernement allemand ne voudrait pas avouer ouvertement.

La Guerre en Orient

Le refus absolu de la Roumanie de laisser passer les munitions envoyées par l'Allemagne en Turquie, embarras énormément le gouvernement.

L'attaque des Dardanelles

La Turquie va succomber faute de munitions

Le refus absolu de la Roumanie de laisser passer les munitions envoyées par l'Allemagne en Turquie, embarras énormément le gouvernement.

Si aucun changement ne venait améliorer la situation actuelle, on prétend que, d'ici peu, la Turquie succomberait, faute de matériel.

La presse turque proteste violemment contre l'attitude de la Roumanie, qu'elle qualifie d'amicale.

La Situation en Turquie

La Porto se livre à la mendicité

Les autorités locales turques ont été avisées par la Porte d'avoir à inviter la population à faire au gouvernement le don de toutes leurs ressources disponibles au numéraire.

Les autorités locales dressent alors des listes de leurs ressortissants, et fixent d'avance la somme qui devra être versée par chacun d'eux.

L'autorité du gouvernement serait menacée

On mande de Bucarest, au Morning Post, le 28 : Les Allemands et les Turcs qui arrivent de Turquie et en Roumanie continuent de donner des inquiétudes très vives à la suite des informations qui leur parviennent, disant que la situation générale en Turquie, en dehors de la question militaire, s'est considérablement aggravée.

Si l'on en croit ces informations, un mouvement intérieur se préparait contre le gouvernement ottoman dont l'autorité serait menacée.

Pour l'Entente balkanique

En Roumanie

La réunion du Conseil des ministres

Au dernier Conseil des ministres, M. Brătianu a fait un exposé de l'action diplomatique dans les Balkans.

Le Conseil a examiné la situation agricole de la Roumanie et a décidé d'interrompre l'exportation de céréales par la frontière roumano-hongroise.

Le Conseil a décidé d'appliquer les mesures proposées par le ministre des Domaines et de vendre en détail à l'étranger, au moyen de prêts accordant 60 % de la valeur des biens offerts en gage.

En Bulgarie

L'accord est-il signé avec la Turquie ?

Un de nos confrères écrit : L'accord turco-bulgar est-il signé ? Les milieux bulgares de Paris disent non bien que le ton des dépêches de Sofia ait été ces jours derniers pour faire croire à la signature.

Il faut réserver son jugement, en attendant une confirmation officielle qui fait complètement défaut.

Un appel au peuple des partis d'opposition

L'opinion publique bulgare est, dans son ensemble, très préoccupée des informations qui représentent la grande offensive allemande contre la Serbie comme imminente.

De nombreux acheteurs de terres, de peaux, de céréales, que les Allemands effectuent depuis un mois en Bulgarie, comportent livraisons par la voie du Danube. Les Allemands semblent donc effectivement espérer pouvoir ouvrir à l'exportation bulgare la voie du Danube actuellement fermée par les Serbes et décider la Bulgarie, par l'occupation de la Serbie, à se joindre à eux.

Les milieux germanophiles bulgares escomptent déjà l'approche des armées austro-allemandes pour entraîner le pays dans la guerre.

Le changement du ministre de la Guerre, M. Fitcher, a paru une première étape dans cette voie. Cette interprétation a été démentie officiellement à Sofia.

Le parti entier est inquiet des tendances turques du gouvernement, et redoute la répétition de l'aventure de 1913 contre la Serbie.

L'Action japonaise

Un discours de l'ancien ministre des Affaires Etrangères

Le baron Kato, ancien ministre des Affaires étrangères, dans un discours prononcé à Kôbe, a déclaré que l'immense majorité des Japonais est convaincue que le résultat de la guerre sera la victoire complète des alliés.

Si plus tard l'Allemagne attaque le Japon, celui-ci sera prêt à aller à sa rencontre avec des canons, des vaisseaux et des avions.

Intéressante interview d'un fonctionnaire japonais

Un haut fonctionnaire japonais, M. Tsam-bou, était dernièrement de passage à Salonique, se rendant à Rome. Interviewé par un de nos correspondants, il a fait les déclarations suivantes : Au Japon, e-t-il dit, la situation est presque normale. Là-bas, nous avons senti la guerre seulement pendant les premiers mois. Alors, nous avons connu cette fièvre militaire, cet enthousiasme délirant, cet élan patriotique, ces préparatifs intensifs, qui précèdent l'entrée en lice d'une puissance. Cela dura jusqu'à la fin de la campagne qui aboutit à l'occupation de Kiao-Tchéou par les troupes japonaises.

Aujourd'hui, tout est rentré dans le calme. La flotte est toujours en éveil ; les troupes sont toujours en alerte. La population, elle-même, s'intéresse à l'évolution de la guerre. Elle suit aujourd'hui la lutte sur le front occidental, et surtout la lutte sur le front oriental, car le Japon a lié son sort à celui de la Triple-Entente. Les conseillers d'une déléguée seraient aussi graves pour lui que pour la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie. Tout antagonisme, toute haine contre la Russie, semble avoir complètement disparu chez les Japonais.

Elle a décidé de rédiger une protestation commune.

Tous les groupes d'opposition ont lancé un manifeste qui est un véritable appel au peuple. Voici sa teneur : En raison des événements graves que nous traversons, les groupes parlementaires d'opposition : démocrate, agrarien, populiste, progressiste, radical et socialiste, après un échange de vues sur la situation en Bulgarie et les événements du gouvernement comme ne belligérants, ont unanimement constaté les besoins d'un contact ininterrompu entre le gouvernement et les représentants du peuple, et un examen par tous les partis et la nécessité de la collaboration des représentants du peuple avec le gouvernement, essayant tous un refus catégorique.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

Cette politique, qui vise à détruire, non à créer, à diviser, non à rapprocher, politique d'un gouvernement blâmé à deux reprises par la majorité des électeurs, est aujourd'hui considérée par l'opinion publique comme n'étant plus à même de servir les intérêts du peuple, porte en soi des désastres.

Le président du Conseil a même fait comprendre qu'en cas de désaccord avec la Chambre, celle-ci pourrait être dissoute, ce qui permettrait de continuer la politique extérieure pratiquée jusqu'ici.

aviation. Ils ont été reçus à la gare par les autorités militaires et civiles. Les foules les acclament. En leur honneur a eu lieu un déjeuner auquel assistaient des aviateurs français et italiens.

L'exportation des vins en bouteille

Il est rappelé qu'en dehors des vins en fûts et en bouteilles, y compris les vins de champagne, dont la sortie a été autorisée à destination de l'Angleterre, des Dominions, des pays de protectorat et colonies britanniques, de la Belgique, du Japon, du Monténégro, de la Russie, de la Serbie et des Etats de l'Amérique, les vins en bouteilles peuvent également être exportés pour un commerce préalable à destination des pays neutres ou alliés.

Les Séquestres des biens français en Allemagne

Les Allemands viennent d'imaginer un nouveau mode de violation du droit des gens. Les séquestres des propriétés françaises en Alsace ou en Allemagne ont reçu l'ordre d'employer les fonds dont ils ont la garde à des souscriptions aux emprunts de guerre.

Voici le récit que M. Haefliger, citoyen français, industriel habitant Guebwiller, a fait au Temps des persécutions dont il n'a cessé d'être l'objet et du rôle joué par le séquestre de ses biens :

M. Haefliger désirait quitter l'Alsace le 30 juillet 1915, mais le kresidirektor de Guebwiller refusa le permis de circuler, et demanda à M. Haefliger de verser au séquestre de l'usine, promettant qu'il ne serait pas inquiété.

Le 4 août, à l'annonce de l'approche des avant-postes français, M. Haefliger fut emprisonné sous le prétexte de la loi de sécurité (Sicherheitsgesetz) mise en cellule à Colmar, ainsi que d'autres Français.

Le 16 août, lors de l'évacuation précipitée de Colmar par les Allemands, M. Haefliger fut libéré, mais les troupes françaises, M. Haefliger se trouva libre. Il entra à Guebwiller, qui était occupée par les Français.

Le 27 août, les troupes d'occupation française quittèrent l'Alsace, et M. Haefliger abandonna Guebwiller pour aller en France.

Après son départ, il fut l'objet de dénonciation aux autorités allemandes de Guebwiller, à comparer au Conseil de guerre de Neuf-Brisach.

N'ayant pas comparu, le 28 septembre, les journaux officiels allemands publièrent un article annonçant la mise sous séquestre de la fortune de l'accusé en Allemagne, de même que de celle pouvant lui revenir ultérieurement.

À la suite de cette notification, les scellés furent apposés sur son habitation. Son beau-père, qui habitait la maison, fut expulsé. Il mourut en prison à Colmar le 17 août dernier.

Le 12 novembre, la maison de M. Haefliger fut vidée sous les yeux de l'autorité. Une cave scellée, contenant, fut fracturée, à la suite d'une dénonciation de la valeur de bijoux d'art, argenterie, meubles, furent enlevés.

De source certaine, il est assuré que les officiers du 129^e wurtembergeois se sont partagé l'argenterie et certains objets à l'hôtel du Canon-d'Or.

Précédemment, tous les comptes de banque avaient été confisqués et la filature (société par actions, dont M. Haefliger est l'actionnaire principal) mise sous séquestre.

Le 20 février 1915, un avocat de Bâle, qui s'occupait des affaires de M. Haefliger, reçut du directeur des Contributions de Strasbourg un stratgescheid (décision d'amende) qui disait que M. Haefliger était condamné à une amende de 92.300 francs (115.000 francs) pour déclaration inexacte concernant l'impôt spécial de la guerre allemand de 1914. — Il n'a pas été demandé à M. Haefliger d'établir son actif et son passif. — Le 19 mars, M. Haefliger était informé que le séquestre de sa filature, le notaire Cullmann, de Guebwiller, avait saisi le prêt de guerre allemand, pour M. Haefliger, personnellement, 100.000 marks ; pour la filature, 500.000 marks. Total, 600.000 marks (750.000 francs).

Depuis lors, le séquestre a encore soustrait un second emprunt de guerre allemand (200.000 marks) pour la filature, dont plus des deux tiers des actions sont en des mains françaises.

En résumé, conclut le « Temps », le séquestre allemand d'une usine française n'hésite pas à soustraire aux industriels de bénéfices légitimes et d'actionnaires français : 600.000 marks au premier emprunt de guerre allemand, et 200.000 marks au second. Ce cas n'est pas isolé.

Quelle protestation pourrait faire élever nos ennemis, si, en France, le ministre de la Justice, par de justes représailles, donnait aux séquestres de biens allemands l'ordre de souscrire aux bons ou aux obligations de la Défense Nationale ?

Les Pays neutres

Les Allemands voudraient s'emparer d'une base d'opérations sur la côte norvégienne

Après avoir arrêté les paquebots postaux norvégiens et pillé leur courrier, les Allemands, maintenant, garnissent toute la côte ouest de Norvège d'un cordon de sous-marins. Ils en font stationner à l'entrée des fjords principaux, et c'est journellement que des navires norvégiens sont torpillés.

On est très préoccupé dans tous les milieux par ces dernières incursions.

L'impression se précise que les Allemands cherchent à provoquer la Norvège et s'emparer d'une base d'opérations sur ses côtes.

Les Cloches en Alsace

Peu après la déclaration de la guerre, les autorités militaires interdirent de sonner les cloches en Alsace.

Après un an de silence, elles viennent, en Basse-Alsace, à la suite d'une nouvelle ordonnance, de sonner à nouveau.

Le Taux légal des Farines

Une résolution du Conseil de direction de l'Association de la Meunerie française.

Le Conseil de direction de l'Association nationale de la Meunerie française a établi le texte d'observations sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés et portant fixation d'un taux légal d'extraction des farines. Le Conseil de direction fait suivre un exposé de la question des farines de la résolution suivante :

Le Conseil de direction de l'Association nationale de la Meunerie française, après consultation de tous les Syndicats départementaux et régionaux, désireux d'apporter au gouvernement son concours le plus absolu pour assurer l'approvisionnement du pays en farine et en pain, dans des conditions pratiques et le plus économiquement possible, émet le vœu :

